

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.5/L.84
19 janvier 1955

ORIGINAL: FRANCAIS

COMMUNICATION DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS AGRICOLES, FORESTIERS ET
PAYSANS DU CAMEROUN CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

C.G.T.

U.S.C.C.

F.S.M.

FEDERATION DES TRAVAILLEURS AGRICOLES,
FORESTIERS ET PAYSANS DU CAMEROUN
203, RUE IVY
B.P. 15 - DOUALA

Douala, le 22 décembre 1954

à Monsieur l'Inspecteur Interrégional du
Travail et des lois sociales de l'Ouest,
Nkongsamba.

Monsieur l'Inspecteur,

Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur des agissements de
Madame MARTIRENE, exploitant agricole et Forestier à Loum-P., vis-à-vis de ses
travailleurs.

Madame Martirené n'a aucun souci des arrêtés du code du Travail déjà
promulgué, se son là d'ailleurs des cas concrets qui dénoncent la mauvaise
volonté des patrons du Mounjo qui ne veulent pas appliquer le code du Travail
que nous avons souvent signalé.

Cette matronne se permet manifestement d'appliquer le taux de salaire
horaire allégué aux manoeuvres aux travailleurs spécialisés de ses entreprises,
soit 8 Frs,75 de l'heure à chacun considération de catégorie professionnelle
ni de durée de service.

- NJOCK Eugène, chef de chantier, avec quinze ans de service
- NKWANJING Michel, chauffeur de tracteur
- IANGA Etienne, briqueur, ect...

touchent 8 Frs,75 de salaire horaire, soit 70 Francs par jour ou 1.750 Francs par mois.

Enfin, comme Madame Martirené se plaint à appliquer le salaire des manoeuvres à tous ses travailleurs sans exception, nous lui disons que l'arrêté No.5270 du 30 Septembre a modifié le salaire horaire, à compter du 1er Octobre 1954, des manoeuvres dans la région du Mongo à 10 Frs,50 et pourtant, cette dernière continue à appliquer le salaire archaïque de 8 Frs,75 aux travailleurs, qu'elle maintient dans l'ignorance absolue de la législation sociale du code du Travail.

Monsieur l'Inspecteur, notre organisation soulève une véhémente protestation devant de pareils abus qui tendent à considérer l'être humain comme n'ayant pas droit à vie. Lesquels abus tendent à considérer à perpétuité la créature humaine, surtout l'homme Noir comme un être inférieur, comme un être indigne destiné à travailler comme une bête de somme et à être payé à des salaires de famine.

Nous nous étonnons encore que ces patrons puissent se rejouir d'une pareille impunité pourtant qu'il y a un personnel qualifié pour réprimer de telles exactions.

Madame Martirené fait subir à ses travailleurs toutes sortes de souffrances: ils sont soldés souvent très tardivement, c'est-à-dire les 10 ou 11 du mois. Cette classe réactionnaire veut maintenir la classe exploitée dans l'ignorance de tout. Comme il d'ailleurs un crime de révéndiquer dans cette époque de peur de passer pour un communiste, on veut obliger aux travailler de garder silence même devant tous les abus et toutes les extravagances des exploiters. Nous disons, NON... NON... Cela ne doit pas durer. Nous vous demandons en conséquence de prendre des mesures nécessaires pour mettre fin à de tels abus.

Nous ne pouvons terminer cette requête sans vous parler tout au moins en grosso modo du sieur SIMEONINES, planteur à Loum. Ce dernier, comme tout le reste des Grecs ne veut même pas savoir s'il y a quelque chose qu'on appelle code du Travail. Les travailleurs de sa plantation se plaignent de ce qu'il ne leur accorde pas la somme des heures supplémentaires qu'ils effectuent pendant la coupe des bananes notamment dans les jours fériés et les dimanches conformément à l'article 95 du Code du Travail. Ensuite, le repos hebdomadaire leur est refusé par Monsieur Siméonides, Ect...

Dans l'espoir d'obtenir une satisfaction de nos légitimes revendications, veuillez agréer, Monsieur l'Inspecteur, l'expression de notre considération distinguée.

Pour le Bureau Fédéral
Le Secrétaire Permanent

(signé: Song)

SONG Félix.
